

NOTES et glanures

MANUELS ET RECUEILS DE TEXTES

GLENISSON, J., DAY, J., *Textes et documents d'histoire du moyen âge, XIV^e-XV^e siècle*, I. Perspectives d'ensemble - les crises et leur cadre, S.E.D.E.S., Regards sur l'histoire, n° 14, Paris, 1970.

Les XIV^e et XV^e siècles sont à la mode et c'est tant mieux. Cette période, qui, par certains aspects, est si bouleversée, sera de jour en jour plus accessible grâce à la multiplicité des publications de ce genre. Le premier volume envisage les aspects démographiques, les conséquences des guerres et des mouvements migratoires (1350-1450). Nous retrouvons une fois encore la sombre trilogie médiévale : la faim, la peste et la guerre. Les documents, sauf exception, sont essentiellement européens et même français. Aux yeux des auteurs, cela s'explique pour deux raisons : la notion de moyen âge est une notion essentiellement européenne, deuxièmement, la France traduit au mieux la variété des aspects des différentes crises du bas moyen âge. Ces textes, destinés aux étudiants, ne contiennent pas de conseils pour leur utilisation, mais des modèles d'explication. Trois cas ont fait l'objet d'une étude explicative : le problème démographique (étude de la peste et de ses conséquences à Orvieto) ; la crise de subsistance (interdiction de transport des blés à Poitiers) ; la guerre à travers les lettres de défi, en Italie.

De plus en plus, on en vient à réviser la notion de siècles catastrophiques. Ces documents ne minimisent pas les crises ; ils ne nient pas la gravité de la situation, mais permettent d'en donner une vision plus nuancée.

P.B.

MATHIEU, J.-L., *Initiation aux faits économiques et sociaux, classe terminale*, T. I, II, III : Croissance et développement, Paris, Nathan, 1969, 1970, 1971.

Les 3 tomes publiés par les éditions Nathan terminent la série considérable d'ouvrages consacrés à l'initiation aux faits économiques et sociaux.

La croissance en économie capitaliste (T. I) et en économie socialiste (T. II), les problèmes de la croissance économique des pays peu développés (T. III), constituent une première étude accompagnée de textes, de graphiques, de photos et de sources bibliographiques.

Le dernier tome traite des structures et des changements sociaux, des relations internationales et aborde des réflexions générales sur la croissance économique ; ces réflexions apportent une conclusion d'ensemble aux problèmes abordés par les ouvrages de cette remarquable collection.

De précieux instruments pour les professeurs d'histoire qui y trouveront une approche économique, sociologique, juridique, culturelle permettant d'aborder l'étude des relations entre les sociétés.

A.G.

Revue d'histoire des textes, publication de l'Institut de recherche et d'histoire des textes, éditions du Centre national de la recherche scientifique, Paris, 1971.

Un premier volume vient de sortir sous l'égide d'une équipe résolue à étudier la tradition d'œuvres écrites, manuscrites ou imprimées, antérieures à l'an 1500, tant en langues grecque, latine, romanes, orientales. Elle exclut tout ce qui est histoire littéraire, artistique, paléographie ou codicologie.

Le caractère technique de cette revue, son objet spécialisé en font assurément un instrument précieux, mais dont la lecture n'apportera pas directement aux enseignants des données utiles au renouvellement de leurs cours dans le secondaire. Elle apportera par contre beaucoup au renouvellement des sources de l'information.

R.V.S.

HISTOIRE ECONOMIQUE

LOMBARD, Maurice, *Monnaie et Histoire d'Alexandre à Mahomet*, Etudes d'économie médiévale I, Ed. Mouton & Co, Paris - La Haye, 1971, 36 FF.

Volume initial d'une série d'études publiées par la section des Sciences Economiques et Sociales de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, l'ouvrage de Maurice Lombard est édité à titre posthume.

Il est divisé en deux parties : la première, rédigée par A. Miquel d'après les notes bibliographiques de l'auteur, consiste en une liste des sources orientales et occidentales relatives à l'histoire économique du monde musulman dans ses débuts (VIII^e-XI^e s.). C'est un répertoire méthodique très complet (734 ouvrages cités) et fort pratique (suivi d'un index alphabétique).

La deuxième partie a été achevée par C. Klapisch et P. Braunstein d'après les notes laissées par l'auteur ; c'est elle qui a donné son titre à l'ouvrage tout entier.

M. Lombard aborde l'étude monétaire et économique du Moyen Âge par la zone orientale, c'est-à-dire le monde musulman, négligeant ainsi la filiation romaine qui faisait jusqu'ici l'objet des préoccupations quasi exclusives des historiens.

L'économie de l'Europe occidentale, en raison surtout de la fuite de l'or vers le Proche-Orient était retournée, dès la fin de l'Empire romain, à une « économie-nature ». Si elle est revenue progressivement à partir du IX^e siècle à une « économie-argent », c'est en grande partie, montre l'auteur, grâce à l'influence arabe.

Or, la technique économique du monde musulman est fille de la technique grecque ; c'est pourquoi M. Lombard s'y réfère en guise d'introduction, mais en centrant son intérêt sur une époque charnière : celle d'Alexandre (milieu du IV^e s. avant J.-C.).

M. Lombard procède par degrés : il étudie d'abord le phénomène monétaire en soi et illustre son exposé de nombreux tableaux et schémas très suggestifs : routes du commerce, mines et métaux monétaires, diffusion du monnayage... Ce faisant, il établit des relations d'une part entre l'abondance ou le manque de métaux précieux, la circulation monétaire ou la thésaurisation et d'autre part le développement de la production et des échanges.

Puis, après avoir établi la carte monétaire du monde antique à la veille des conquêtes musulmanes, il confronte les situations avec les faits et sa synthèse, qui porte sur les VIII^e et IX^e siècles, est alors prodigieusement intéressante.

Nous apprenons ainsi que l'injection continue et progressive de l'or dans le monde musulman accélère son développement commercial et économique avec, pour l'intérieur, une série de conséquen-

ces sociales comme par exemple : la hausse des prix qui profite aux classes marchandes, l'influence sur le milieu palatin des banquiers et de leurs techniques monétaires, le renouveau urbain et l'effacement du cadre domanial entraînant le déclin de l'aristocratie foncière et la misère du peuple des campagnes.

M. Lombard montre comment, au contraire de l'Europe occidentale et de l'Empire byzantin, la force économique du domaine musulman lui viendra de l'absence de féodalité et pourquoi le monde arabe, depuis le VIII^e jusqu'au IX^e siècle représente un des plus grands moments de l'histoire du mouvement urbain, nettement antérieur à celui de l'Occident, qui en sera d'ailleurs influencé.

En effet, le numéraire musulman va bientôt sortir de son univers (sans qu'il s'épuise pour cela, en raison de l'arrivée continue de métal frais). Ce retour de l'or (dinar) et de l'argent (dirhem) provoquera à Byzance, pays de transit, un regain d'activité économique dès le IX^e siècle, et, aux IX^e et X^e siècles, le même regain en Occident ; car, malgré toutes sortes d'interdits (qui ont souvent influencé le jugement des historiens plus que les faits), l'Occident se fera pour les Musulmans ce qu'il avait été pour les Romains : le fournisseur de nombreuses denrées de nécessité (esclaves anglo-saxons et surtout slaves, bois de construction navale, étain, armes) et même de denrées de luxe (fourrures).

À la faveur de ces échanges, on assiste à une rentrée progressive de l'or en Europe, et M. Lombard en arrive à la conclusion que dès la fin du VIII^e siècle, le dinar musulman domine les marchés commerciaux de l'Occident et que la monnaie byzantine s'aligne sur la musulmane par le relèvement du titre du nomisma (= besant d'or) pour obtenir la parité avec le dinar ; il ajoute que Charlemagne semble obéir au même souci dans sa réforme monétaire : il aurait relevé le poids du denier, et en conséquence de l'antique livre romaine, pour tenir compte du change avec le dinar.

La conviction que la monnaie musulmane est à l'époque le pivot d'un vaste système de monnaies liées entre elles me paraît cependant relever un peu trop du domaine de l'hypothèse ; en effet, le principe de la réforme monétaire de Charlemagne reste encore mal connu : on ne

sait exactement ni quand, ni pourquoi, ni de combien l'empereur releva le poids de la livre. Quant au réveil économique de l'Occident, selon toutes les apparences, il reste lent et la circulation monétaire très faible jusqu'au IX^e siècle. « Economie de subsistance » plutôt que retour à « économie-argent ».

Cette seule réserve *in fine* n'atténue en rien les mérites de l'ouvrage qui est extrêmement intéressant, car il apporte des vues originales sur des faits qui, jusqu'ici, semblaient aux Européens trop extérieurs pour avoir retenu toute l'attention qu'ils méritaient : le renouveau d'intérêt pour le monde musulman a pour heureux effet de les remettre en lumière.

Marc BAR.

MAGALHAES-GODINHO, V., *L'économie de l'empire portugais aux XV^e et XVI^e siècles*. Paris, S.E.V.P.E.N., 1969.

Ce très gros ouvrage est destiné à éclairer le rôle des facteurs économiques dans la naissance des grandes découvertes portugaises des XV^e et XVI^e siècles. Etant donné la difficulté de réaliser seul une telle recherche, l'auteur a dû limiter ses efforts et s'est attaché plus spécialement à deux grands problèmes : les métaux monétaires et notamment tous les problèmes de l'or et de l'argent, le second problème étant celui des épices.

Les grandes découvertes ont créé de nouveaux circuits vers l'Afrique de l'or et des esclaves et vers l'Asie des épices et de la soie. L'aventure paraît d'autant plus extraordinaire que, au début du XV^e siècle, le Portugal ne comptait qu'un million d'habitants. Les Portugais n'en exerceront pas moins l'hégémonie sur l'Océan Indien et sur l'Atlantique sud. Ils auront le monopole de la route du Cap et du trafic du Mozambique et de Malacca. Un nombre considérable de documents, de monnaies, de cartes, de dessins ainsi que de très nombreux tableaux concernant la production, les mouvements monétaires, les prix et quantités d'épices achetées, etc., ainsi que six cartes complètent cette étude capitale en ce domaine. Rappelons l'intitulé de ces cartes : le Portugal économique au XVI^e siècle, les métaux monétaires et les monnaies 1520-1530, l'Afrique du Nord-Ouest à la fin du XV^e et au XVI^e siècle, or et épices, Or et épices en Afrique orientale au XVI^e siècle, Or et épi-

ces en Insulinde au XVI^e siècle, Production et circulation des épices en Inde, XVI^e siècle.

P.B.

PELOT, P.-L., *Sidérurgie frontalière, Bon Port, 1623 - Pontarlier 1820*, Genève-Paris, Publication de l'école des sciences sociales et politiques de l'université de Lausanne, 1971.

Deux études relatives à des complexes industriels de la région jurassienne, Bon Port et Pontarlier. Le premier site est étudié en fonction d'un document assez extraordinaire retrouvé par hasard par l'un des multiples chercheurs des sociétés d'archéologie locales. Il s'agit d'un état des lieux, dressé par notaire en 1623, d'un complexe rassemblant une raffinerie, une scierie, une maréchalerie et des moulins. Dans la région jurassienne, on trouve des traces de métallurgie dès l'époque de la Tène. Sa présence est signalée dans les vallées jusqu'au XV^e siècle. Vers la fin du XVI^e siècle, au moment des guerres de Bourgogne, elle émigre vers le haut Jura. Les marchands protestants genevois investissent dans la métallurgie en vue d'assurer le ravitaillement de la ville en fonte et en fer ouvrables. Grâce à ces hommes politiques, marchands et industriels, la vallée de Joux passe dans la zone économique genevoise. En 1623, Bon Port constitue une agglomération d'une dizaine de bâtiments (cinq usines actionnées par 10 roues à eau, deux entrepôts et une maison de maître de forge). Par certains côtés, la machinerie est à l'avant-garde, ce qui tendrait à prouver que cette installation était un investissement industriel considérable, au XVII^e siècle. Mais à la fin du siècle, les inondations et le mauvais entretien ruinent Bon Port qui disparaît en 1882. A l'analyse du texte, l'auteur a joint des photos, un lexique des termes techniques locaux et le texte du constat notarial. La deuxième étude est une enquête gouvernementale vaudoise concernant l'opportunité de la remise en exploitation des mines de fer du Jura vaudois et la construction éventuelle d'un nouveau haut fourneau (1808-1821).

Mais ces deux complexes ne peuvent vivre qu'en s'assurant des capitaux, des débouchés et des matières premières au-delà des frontières politiques.

Deux études locales que l'on pourrait mettre en rapport avec des problèmes similaires de nos régions.

P.B.

HASQUIN, Hervé, *Une mutation, le « Pays de Charleroi aux XVII^e et XVIII^e siècles, aux origines de la révolution industrielle en Belgique*, Bruxelles, Institut de Sociologie de l'U.L.B., Etudes d'histoire politique, économique et sociale, 1971, 383 pp. in-8°, 2 cartes hors texte, 13 graphiques, bibliographie, index.

Dans cet ouvrage, l'auteur démontre que le pays de Charleroi connaît une croissance industrielle importante au XVIII^e siècle et que celle-ci, accompagnée de mutations importantes, est vraiment au point de départ de la révolution industrielle dans cette région du Hainaut. Selon un plan très logique, il étudie le cadre général, les causes de la mutation, la croissance industrielle et la population. Le pays de Charleroi étudié par l'auteur n'est pas aussi large qu'on pourrait l'imaginer à l'heure actuelle (des localités comme Gosselies ou Fontaine-l'Évêque n'y figurent pas), mais il a été fixé d'après des critères économiques de l'époque de son étude. Il s'étend sur des localités des Pays-Bas autrichiens et de la principauté de Liège. Après l'établissement du cadre de son étude, l'auteur envisage les causes de la mutation. Il souligne l'importance du charbon qui était utilisé non seulement dans diverses industries mais aussi dans les fonderies (mélangé avec le charbon de bois). Les voies de communication ont joué un grand rôle dans le développement industriel, particulièrement la chaussée de Charleroi à Bruxelles (vers 1720), à laquelle viendront se joindre une série de routes régionales. Les privilèges douaniers et fiscaux favorisent aussi Charleroi et sa région, de même que l'absence de corporations. Le rôle des capitalistes (les Desandrouin, les Chapel, les Pulsant...) n'est pas négligeable. Leurs capitaux s'investissent dans divers secteurs et certains (tels les Desandrouin) réalisent déjà des concentrations de type vertical (charbon, métallurgie, verrerie). Les capitaux sont d'origine diverse (foncière, commerciale).

Sous l'influence du capitalisme (sociétés anonymes), la gestion des charbonnages est confiée à un personnel technique

et administratif approprié. Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, de nombreuses fusions de sociétés se réalisent. La modernisation technique se fait sentir dans tous les secteurs, mais surtout dans l'industrie charbonnière avec l'introduction des machines à feu. L'auteur fait d'ailleurs une mise au point très utile sur la diffusion des pompes à feu en Europe et particulièrement en Belgique. L'industrie sera le plus souvent regroupée dans des fabriques à côté de l'industrie à domicile qui subsiste dans la clouterie, et partiellement dans le textile. Le nombre d'ouvriers employés par exploitation est variable dans tous les secteurs. Les grosses entreprises emploient une centaine d'ouvriers et plus, mais les petites n'en occupent parfois que quelques-uns. La croissance industrielle au XVIII^e siècle est surtout spectaculaire pour le charbon, la métallurgie ou la verrerie, mais elle apparaît dans tous les secteurs (textile, tabac, sel, poterie). La conjoncture favorable du XVIII^e siècle (à partir de 1735 avec une accélération à partir de 1760) est opposée aux difficultés du XVII^e siècle. Charleroi va devenir une ville industrielle et la partie autrichienne de sa région se développera plus que la partie liégeoise à cause des privilèges et du réseau routier. La démographie est étudiée avec soin et prudence. L'auteur fait apparaître le développement d'une agglomération sous l'influence de l'industrie, la hausse de la fécondité et de la natalité au XVIII^e siècle (surtout en milieu ouvrier où l'enfant est accueilli comme une source de richesse), l'immigration dans les régions industrialisées. C'est d'ailleurs pourquoi la partie autrichienne, plus industrialisée, connaît une croissance de population plus rapide. Le pays de Charleroi présente donc un bel exemple de mutation économique et sociale dans les Pays-Bas du XVIII^e siècle ; le développement de cette époque est au point de départ de la révolution industrielle dans cette région.

L'ouvrage est fondé sur une étude critique et attentive de nombreux documents que l'auteur utilise judicieusement. Ce très bon livre est indispensable aux professeurs d'histoire à cause des nombreux documents cités (notamment 23 pièces justificatives), de ses graphiques très suggestifs et de son argumentation sur les origines de la révolution industrielle.

J.-P. D.

BOUVIER, Jean, *Systèmes bancaires et entreprises industrielles dans la croissance européenne au XIX^e siècle*, dans *Annales, Economies, Sociétés, Civilisations*, t. 27, p. 46-70, Paris, Colin, 1972.

Le développement des institutions, des réseaux, des types de banque, accompagne la croissance industrielle. Il accompagne aussi le développement économique. Le jeu de la banque et du crédit est cependant ambigu : tantôt il joue le rôle de moteur, tantôt de frein, mais la liaison avec le mouvement économique est de nature. La profession bancaire est toutefois plus souple que l'activité industrielle, d'où les diverses formes que prend la première, soit en modifiant ses politiques, soit en s'attachant à « tout faire ».

Vis-à-vis de l'industrie, deux types se constituent. Le premier *anglo-français*, caractérisé par une grande division des fonctions et du travail entre les institutions bancaires. A noter que l'autofinancement industriel est une dominante dans le modèle anglais. Le second, *continental* pour ne pas dire *allemand*, mais qui, en réalité, repose sur l'exemple donné par la *Société générale de Belgique* créée en 1822, type de banque mixte mélangeant affaires ordinaires, « grosses affaires », court, moyen, long termes, crédit classique, prises de participations, opérations de banque, opérations de Bourse, banque de dépôt, banque d'affaires, etc.

La distinction ci-dessus peut se nuancer selon trois optiques : un cas britannique, à confondre avec le premier ci-dessus, un cas français, davantage axé sur les grands établissements de crédit nationaux et internationaux, un cas continental, où un engagement industriel ferme unit les grandes sociétés industrielles aux grandes banques « à tout faire ». Soulignons encore que les banques belges furent les premières à pratiquer la véritable politique industrielle tournée principalement vers les transports, les charbonnages, la métallurgie, moins le textile.

Des conditions historiques différentes expliquent les types *anglo-français* d'une part, *continental* de l'autre. Celui-ci correspond davantage aux pays qui ont un retard historique à combler.

Le capitalisme n'a pas encore livré tous ses secrets. Le capitaliste fait le capitalisme, mais jusqu'où va sa liberté ?

R.V.S.

BARDET, J.P., CHAUNU, P., DESERT, G., GOUHIER, P., NEVEUX, H., *Le bâtiment enquête d'histoire économique XIV^e-XIX^e siècle*, t. I, *Maisons rurales et urbaines dans la France traditionnelle*, Contribution du Centre de recherches d'histoire de l'Université de Caen, Publication de l'E.P.H.E., 6^e section : sciences économiques et sociales, série *Industrie et artisanat*, t. VI, Paris-La Haye, Mouton, 1971.

Quand l'histoire utilise les méthodes récentes des sciences, toute une nouvelle vision répond à la problématique sans cesse plus riche par laquelle les historiens interrogent le passé. L'étude collective, consciencieuse, originale, bourrée de cartes, de diagrammes, de graphiques, de tableaux, que voici en constitue une éclatante démonstration.

Quoi de plus banal qu'une maison pour celui qui est bien logé ? La routine n'efface-t-elle pas jusqu'à la perception du cadre de vie au demeurant ? Et cependant, la maison, n'est-ce pas le lieu privilégié de la vie sous quelque forme qu'elle présente : minable, plantureuse, agressive, quelconque ? En Europe, la civilisation traditionnelle a été la civilisation du foyer, trait d'union entre les générations.

La vision que nous avons aujourd'hui du bâtiment ancien est adultérée par la survivance des spécimens les plus solides ou les plus remarquables, les plus prestigieux. Ce type de construction n'a jamais dans l'ensemble représenté que moins de 3 à 4 % de la masse globale de l'industrie du bâtiment. C'est donc sur le toit de tous que cette enquête s'est rabattue.

Il est frappant de constater combien, jusque bien avant dans la révolution industrielle, l'industrie du bâtiment courant reste engagée dans des modes archaïques traditionnels de gestion, voire de techniques de construction. Jusque vers 1870, la construction rurale domine par le volume la construction urbaine. Jusque vers 1800, elle représentait 80 à 90 % du total.

Nous passerons sur l'originalité de la définition et de l'interprétation des sources de cette recherche pour passer aux conclusions provisoires, vu le stade actuel. En Europe, l'industrie du bâtiment est la première activité non agricole dans l'économie traditionnelle. En 1890, elle est rattrapée par le textile, ensuite seulement

par la métallurgie, demain par l'électronique sans doute. En France, la permutation textile bâtiment se place entre 1870-1890, en Angleterre plus tôt. Un haut niveau du bâtiment accompagne nécessairement le démarrage et les premières étapes de l'industrialisation, en liaison avec l'exode rural, l'investissement en moyens de production, l'essor démographique. L'augmentation des loyers lance la construction, le tassement de la population entraîne la baisse des loyers et l'arrêt de la construction. Le phénomène est observable en France jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Le taux de croissance faible du bâtiment est commandé par le faible dynamisme de la population française à cette époque. De 1814 à 1894, l'indice passe de 2,5 % à 0,2 %.

La technique, par ses caractères, entraîne des implications secondaires. Ainsi, la France méditerranéenne passe du torchis à la pierre. Elle n'a pas de bois. Elle construit durablement pour un entretien minime. Malgré l'influence romaine, la pierre ne l'a emporté que très lentement, au XIX^e-XX^e siècle, pour les quatre cinquièmes de la France. Le bois reste dominant dans bien des sites non résidentiels dans les pays de l'Est, du Nord, en Amérique comme en Europe. L'habitat traditionnel culmine au XVIII^e siècle, mais il n'a pas détrôné encore l'habitat primitif : huttes, gourbis, trous couverts, les « tanières » de La Bruyère, la Gaule chevelue en quelque sorte !

La construction de pierre l'emporte sur la construction de bois. On imagine mal aujourd'hui l'importance du métier des charpentiers, mais on comprendra mieux maintenant le respect envers les maîtres-maçons détenteurs des « secrets diaboliques » de l'équilibre des pierres entassées. Le bois cependant pousse à mieux résoudre certains problèmes techniques, celui du chauffage par exemple. Cela aurait-il stimulé le génie inventif des pays du Nord ?

La ville construit plus léger que la campagne, mais à partir du XIX^e siècle, la construction en dur l'emporte. Or, l'investissement de base, l'entretien et la croissance peuvent se limiter à 1,1 % de la valeur du capital immobilier par an. On comprend dès lors la sensibilité de ce secteur aux fluctuations économiques à court terme. On stoppe d'abord le bâtiment lorsqu'il faut faire des économies, d'où l'adage « Quand le bâtiment va, tout

va ! ». Est-il dès lors paradoxal que le secteur du bâtiment soit, spécialement au XIX^e siècle, à la tête de la contestation sociale ?

Dans l'espace clos des Temps modernes, les profits éprouvent des difficultés à s'investir. Dans les pays protestants, dès le XVI^e siècle, on investit dans l'alphabétisation, mais on investit fréquemment dans la construction en lourd, capital durable, gain de santé, gain de pouvoir, gain de puissance, perte de mobilité toutefois et finalement entrave au progrès. Soulignons cependant la liaison de l'édification de la maison traditionnelle aux progrès des moyens de transport, avec les mêmes archaïsmes dans les modèles.

Est-il trop audacieux de lier le poids de la construction à la rapidité de l'évolution : maisons légères, pays de progrès technique, maisons lourdes, pays de tradition ?

Les études contenues dans ce premier volume posent un problème passionnant dans un domaine que d'aucuns traitent de « terre-à-terre », mais qui fait partie de ce quotidien dominateur que l'histoire « rénové » tend à faire percevoir.

R.V.S.

LACROSSE, Jacques et DE BIE, Pierre, *Emile Bernheim, histoire d'un grand magasin*, Editions Labor (coll. Ceux d'hier et d'aujourd'hui), Bruxelles, 1972, 255 pages.

Les auteurs nous racontent dans cet ouvrage bien documenté, très clair, non dépourvu de pittoresque et d'anecdotes, l'histoire d'un personnage, Emile Bernheim, et d'une entreprise, l'*Innovation*. Ces deux éléments se confondent dans tout le livre : les succès et les difficultés de l'un sont ceux et celles de l'autre.

Nous pouvons suivre l'évolution de l'*Innovation* depuis sa création jusqu'à nos jours, jusqu'à sa fusion avec le *Bon Marché*. Ce grand magasin a traversé des périodes noires pour lui : la grande crise, la présence de concurrents anciens et nouveaux (il est intéressant de voir la création de *Sarma* et la riposte de l'*Inno* et du *BM, Priba*), la lutte entre le grand et le petit commerce, la guerre et la reprise de l'après-guerre, les échecs de toute tentative d'implantation de l'*Inno* à l'étranger, le tragique incendie du siège

de la rue Neuve en 1967 dont chacun se souvient encore. Mais ce livre souligne aussi l'histoire d'une irrésistible ascension d'un grand magasin. Parallèlement, nous sont présentées les idées, les projets, les réalisations, la vie de l'homme d'affaires E. Bernheim dont l'importance dans la vie économique belge est grande.

D'autres problèmes actuels sont encore soulevés dans ce livre tels la naissance des hypermarchés, le destin de la fusion Inno-BM...

F.S.

LEIF, J. et VALOT, Cl., *Instruction civique : initiation à la vie active*, Paris, Nathan, 1970, et LEIF, J. et GRIMAL, H., *Instruction civique, notions sur les structures économiques du monde actuel*, Paris, Nathan, 1967.

Le premier ouvrage présente, sous une forme volontairement simplifiée, une initiation à la vie économique et sociale. La matière est organisée autour de cinq thèmes : économie, emploi, sécurité, démographie et valeurs. Chaque thème proposé comporte des schémas, dessins, textes essentiellement centrés sur la France. A cela s'ajoutent des suggestions de travaux ultérieurs. L'ouvrage destiné aux classes terminales étudie des notions relatives aux structures économiques du monde actuel : rapports entre entreprises et Etat, formes d'entreprises industrielles et commerciales. Ces notions, en les simplifiant, peuvent être introduites dans les cours de formation optionnelle économique-sociale ou servir de base à des travaux d'actualité dans les matières complémentaires de la première année du cycle d'orientation.

P.B.

TEMPS MODERNES

MOUSNIER, R., *La plume, la faucille et le marteau*, Paris, P.U.F., coll. Hier, 1970.

Il n'est pas prudent de se laisser influencer par le titre de l'ouvrage. Celui-ci, composé de divers articles publiés dans différentes revues et, de ce fait, difficilement accessibles, a pour but l'analyse des institutions de l'Ancien Régime français par rapport aux structures de la société. Dans l'exposé préliminaire, l'auteur expose un système d'analyse qualitative avant l'exploitation de données statisti-

ques. En une première partie, il fait l'analyse des valeurs de la société de l'Ancien Régime (quatre articles : Saint Bernard et Luther, comment les Français du XVII^e s. voyaient la constitution, les idées politiques de Fénelon, l'opposition politique bourgeoise à la fin du XVI^e et au début du XVII^e siècle, à travers l'œuvre de Louis Turquet de Mayerne).

Dans la seconde, le développement de l'Etat moderne (ce qu'était Paris capitale politique, le rôle du conseil du roi à la mort de Henri IV jusqu'en 1660, la prise de pouvoir de Louis XIV, les intendants dans les provinces). La troisième partie présente les réactions des gouvernés face à la montée de l'Etat (la Fronde et les causes de ce mouvement à Paris en 1648, les soulèvements populaires avant la Fronde et avant le traité de Westphalie).

L'ouvrage ne manquera pas de retenir l'attention par les développements divers et nouveaux qu'il donne de la société et des institutions de l'Ancien Régime.

P.B.

LAPEYRE, Henri, *Charles Quint*, coll. « Que sais-je ? », Paris, P.U.F., 1971.

Entre d'une part la vision dantesque de la monarchie universelle, gage de paix et de stabilité dans la conception chrétienne et médiévale de l'Etat, d'autre part, l'idée espagnole de la croisade contre les infidèles, l'illustre fils des Habsbourg se débat dans le tourbillon de l'histoire « qui le condamne à la solution du moment, au compromis inévitable et nécessaire » (F. Braudel).

Personnage complexe donc que ce prince du Nord placé jeune à la tête d'un héritage fabuleux qu'il s'emploie avec obstination à maintenir sous la houlette de sa famille sans trop sacrifier à ses principes ; personnage aussi complexe qu'est varié son patrimoine familial. Sans l'or et l'argent des Amériques, il n'aurait pu développer la grande politique impériale dont les dépenses sont couvertes par les avances des banquiers d'abord allemands (Fugger, Welser), puis génois.

La rivalité des Habsbourg et des Valois, la lutte contre les infidèles, les diverses régions de l'Empire : Espagne, Italie, Pays-Bas, Franche-Comté, Saint-Empire, Nouveau Monde fournissent autant de chapitres considérés surtout du point de vue du souverain. Rien n'est pratique-



ment dit des Etats autrichiens tôt abandonnés à la gestion de son frère Ferdinand. Un bon aide-mémoire conventionnel, mais à utiliser avec la contrepartie relative aux aspects locaux de chaque région.

R.V.S.

HELIN, Etienne, *La stratification des sociétés d'Ancien Régime*, dans *Tijdschrift voor geschiedenis*, t. 84, pp. 291-305, Groningen, 1971.

Voici, dans le cadre d'un fascicule de ce périodique consacré à « Stratification sociale et mobilité dans le passé » qui mérite grande attention, quelques pages denses et nuancées, que nos collègues devraient lire avec profit. Que de fois nous adoptons, pour décrire la société, des termes admis au plan scolaire sans trop avoir pris soin de nous assurer de leur contenu précis ; nous conservons des perspectives traditionnelles sans avoir assez réfléchi à leur valeur, sans nous aviser qu'elles résultent de généralisations incompatibles avec la complexité sociale d'Ancien Régime, voire d'aujourd'hui. Ainsi en est-il de la stratification sociale qui, dans nos habitudes, ne tient pas assez compte des rôles et statuts des individus d'un même groupe, des situations particulières ou ambiguës, de la mobilité sociale, des attributs individuels, du pouvoir et du savoir des personnalités, des modes de vie significatifs... On n'a pas assez sollicité certaines séries de documents : chronique de gens modestes, théâtre dialectal, proverbes et chansons populaires, sémantique des termes sociaux, révoltes, discriminations sociales, tous éclairages dont la diversité accroîtrait la profondeur du champ social que nous devons essayer de fixer. L'auteur le note bien : « Les difficultés que suscite la stratification ne sont qu'un cas d'espèce du problème crucial et permanent qu'est la généralisation dans les sciences humaines » (p. 303). Force est donc de recourir aux mesures quantifiées qui permettront d'atteindre cette généralisation d'une manière valable. Mais il faut rappeler que l'historien « est mieux placé que quiconque pour mettre en évidence l'érosion des structures ou les surprises du devenir » (*Ibidem*). Et l'auteur d'appeler de ses vœux des équipes pluridisciplinaires qui, en études régionales bien choisies, étudient des exemples significa-

tifs. En classe comme ailleurs, un bon exemple vaut mieux que de longs discours.

J.D.

CAZAUX, Yves, *Mémoires et autres écrits de Marguerite de Valois, la Reine Margot*, coll. « Le Temps retrouvé », Paris, Mercure de France, 1971.

Les mémoires doivent être pris avec prudence. Ceux de la Reine Margot ne sont pas exempts de lacunes ou de défauts. Rédigés une trentaine d'années après les faits qu'ils relatent et qui vont de 1559 à 1582, ils procurent du moins une lecture agréable. Le style en est souple et la langue commode, les notes explicatives de l'éditeur, amples, corrigent opportunément certains oublis ou négligences.

On sera frappé par l'esprit de famille qui se dégage de cette vie orageuse avec ses petites mesquineries, sa puissance affective, sa violence passionnelle. On comprend mieux le drame de Catherine de Médicis, mère attentive, soucieuse de sauvegarder l'héritage de ses enfants dans un siècle de férocité intolérante, obligée de s'insinuer entre deux fronts de tempêtes qui s'acharnent à les broyer, pourchassés par la tuberculose qui les mine, et les prend un à un.

La nuit de la Saint-Barthélemy est relatée à la Stendhal, impressions fugitives d'un acteur involontaire emporté dans le tumulte : un inconnu dont on sauve la vie, une victime pourfendue à ses pieds, les supplications des uns, les justifications des autres, rien sur Henri de Navarre, son abjuration, il est des circonstances que l'on tait entre époux, même séparés. Margot conserve son amitié, sinon sa fidélité.

Le voyage aux eaux de Spa est une pièce d'anthologie du genre picaresque. Il s'en dégage une atmosphère d'aventure, d'humour, de gaieté dans l'appréhension qui en dit long sur la force de caractère d'une jeune princesse ballottée de ville en château, de barque en chariot, de cheval en litière, blousant les uns, flattant les autres, menant à bien la mission secrète prescrite par son jeune frère, François d'Anjou. Liège y apparaît comme une métropole plus grande que Lyon, où la vie est belle... et les eaux de Spa efficaces contre l'érysipèle !

R.V.S.

FURET, F., e.a., *Livre et société dans la France du XVIII^e siècle*, t. II, Paris-La Haye, Mouton, 1970.

Comme il apparaissait déjà dans le premier volume, nous sommes ici en présence des résultats d'une enquête menée d'un point de vue de la sociologie historique des mentalités collectives, ainsi que de la sémantique historique. La matière première est fournie par les livres publiés en France au cours du XVIII^e siècle. Le livre, comme objet, est le signe de multiples activités et de nombre de relations. Ainsi, il témoigne d'un message, de sa formulation, des conditions de celle-ci, de la manière dont il est reçu, accepté ou rejeté.

De 1779 à 1789, les permissions de rééditer s'adressent à des libraires provinciaux à concurrence de 96 %. De même, dans les milieux considérés comme moteurs de l'illuminisme, les idées doivent être considérées comme un ensemble à l'intérieur duquel les intérêts individuels sont alimentés de manière très diversifiée. Le poids des structures étatiques, à travers l'intendant et les mécènes locaux, est plus pesant dans les Académies de province qu'à Paris. Vingt-cinq pour cent des Encyclopédistes seulement sont académiciens. Ainsi, le dynamisme des lumières n'est-il guère que le fait d'une avant-garde. L'inertie reste la dominante avec le poids des traditions, la paresse intellectuelle, la quiétude du conformisme de la « majorité silencieuse », silencieuse parce qu'elle n'a rien à dire, rien à dire parce qu'elle ne pense pas ! La vision donnée comme historique d'un XVIII^e siècle dynamique, se transforme ainsi en une *vision idéologique* des Lumières. Montesquieu, dont nos manuels nous rebattent les oreilles comme symbole du XVIII^e siècle pensant, n'est réédité que deux fois entre 1779 et 1789, en tirage limité (3.000 ex.). Les almanachs et les livres de dévotion connaissent dans certains cas plus de cinquante éditions dans le même laps de temps avec des tirages de plus de 100.000 exemplaires.

L'analyse sémantique de la notion d'historie vue à travers les titres des ouvrages, lui donne une signification bien plus proche de la définition traditionnelle du *Dictionnaire de Trévoux*, basée sur la matière historique et l'opposition vrai ou faux, que de la définition novatrice de l'*Encyclopédie*, donnée par Voltaire, axée

sur le mode de savoir. L'analyse sémantique confirme ici l'analyse sociologique. Elles contribuent l'une et l'autre à cerner une réalité plus complexe.

R.V.S.

BERCHET, Jean-Claude, *Mémoires de la Comtesse de Boigne, née d'Osmond, récits d'une tante*, t. I, *Du règne de Louis XVI à 1820*, t. 2, *De 1820 à 1848*, coll. « Le Temps retrouvé », Paris, Mercure de France, 1971.

Une plume vive et tranchante, un ton enjoué, un jugement sensé, capable d'autocritique, un souci d'objectivité limitée aux faits vérifiables, donnent à ce document une valeur de témoignage unique. Il traduit l'égoïsme, la vanité, la vacuité, l'aveuglement, l'ignorance d'une caste déchirée par ses mesquineries sous le dehors de sentiments de loyalisme monarchiste. L'auteur, femme d'esprit, cultivée, mal mariée, très introduite dans les milieux de la cour de France et des cours d'Angleterre et de Russie, s'identifie tout entière avec la classe aristocratique dont elle sait cependant souligner les travers, les extravagances, les inconsciences. En étendant à la totalité du champ historique une vision purement mondaine, elle préfigure tout un aspect du génie de Marcel Proust auquel elle fournit un modèle. Quelle maîtrise pour camper un personnage, donné comme sympathique, mais que l'on écorche à vif :

« Qui aurait osé accuser la Reine de France de se vendre pour un collier, si l'on ne l'avait pas vue autour d'une table chargée d'or et aspirant à en gagner à ses sujets ? Sans doute, elle y attachait au fond peu de prix ; mais, quand on joue, on veut gagner et il est impossible d'éviter l'extérieur de l'apreté... Mais, si la Reine n'aimait pas le jeu, pourquoi jouait-elle ? Ah ! c'est qu'elle avait une autre passion, celle de la mode. Elle se paraît pour être à la mode, elle faisait des dettes pour être à la mode, elle jouait pour être à la mode, elle était esprit fort pour être à la mode, elle était coquette pour être à la mode. Etre la jolie femme la plus à la mode lui paraissait le titre le plus désirable ; et ce travers, indigne d'une grande reine, a été la seule cause des torts qu'on a si cruellement exagérés. » La description de la vie du haut clergé, celle du *coucher* de Louis XVI, les

réflexions des tantes de Louis XVI, mille autres notations constituent une fresque bien propre à faire comprendre l'effondrement d'une société minée de l'intérieur et insensible à son propre ridicule.

R.V.S.

Collection *Monde et Histoire*, Ed. Larousse, Paris, 1971.

A la fin 1971, la librairie Larousse a lancé une nouvelle Collection *Monde et Histoire*, dirigée par Daniel Moreau.

A l'occasion d'un grand événement, chaque volume traite de l'ensemble de l'actualité internationale dans les divers domaines de la politique, de la science, de la vie économique et sociale, de la littérature et des beaux-arts, de la vie quotidienne.

Le premier volume : *Le monde autour de 1492* est consacré à la découverte de l'Amérique.

L'événement lui-même : « Ch. Colomb découvre l'Amérique sans le savoir », est très largement décrit et remarquablement illustré.

Des chapitres annexes traitent des autres voyages (ceux de Gama, Cabral, Cabot...), des actualités internationales de 1480 à 1500 (Europe, Asie, Afrique noire), de la vie quotidienne (habitat, mobilier, vêtements, les loisirs, médecine), des contemporains célèbres (L. de Vinci, Botticelli, J. Bosch, Memling, Dürer, Ph. de Commines, Josquin des Prés, Pic de la Mirandole...).

Cette nouvelle collection a le grand mérite de permettre d'être partout à la fois à chaque grand moment de l'histoire du monde. Soulignons l'abondance des documents iconographiques particulièrement bien choisis et d'excellente qualité.

Cet ouvrage devrait avoir une place de choix dans les bibliothèques de nos classes d'histoire.

L.D.K.

DES REVOLTES ET DES REVOLUTIONS

BERTAUD, J.-P., *Les origines de la révolution française*, Paris, P.U.F., coll. *Dossiers Clio*, 1971.

Dans une courte introduction, l'auteur analyse brièvement les causes de la révolution française et expose les différentes

thèses en présence : complots ou conspiration des philosophes et des francs-maçons, révolte résultant de la misère et de la contraction de la prospérité du XVIII^e s., lutte de classes. Une cinquantaine de documents, dont quelques-uns sont peu connus ou viennent de dépôts d'archives, illustrent ces propos. Les divergences d'opinion entre les différentes écoles historiques sont très nombreuses, mais les historiens sont cependant d'accord sur un point : « La connaissance de la société d'où surgit la Révolution est imparfaite. »

P.B.

DOMMANGET, Maurice, *Saint-Just*, coll. Archives révolutionnaires, éditions du Cercle, éditions de la Tête de Feuilles, Paris, 1971, Diffusion Bernard Laville, 3, rue Crébillon, Paris 6^e.

M. Dommanget réunit dans ce volume des articles déjà publiés ici et là dans des revues et quelques chapitres inédits. *Nom et prénoms de Saint-Just et leurs modifications* apporte des indications précieuses qui intéresseront les spécialistes. *Un manuscrit de Saint-Just : sa monographie du château de Coucy* : ce texte, jusqu'ici ignoré des biographes de Saint-Just, cité sans plus par le seul Albert Ollivier, a été écrit vers 1785 et est en fait une chronique des seigneurs de Coucy. Dans le contexte général des idées révolutionnaires qui se répandaient largement à cette époque, cette œuvre de jeunesse de Saint-Just a des résonnances inattendues : il loue les seigneurs de Coucy surtout pour leurs donations à l'Eglise, ne critique l'action ni des seigneurs ni des rois, se prononce contre les révoltes populaires comme celle des Maillotins, approuve les répressions exercées par les seigneurs notamment celle de la Jacquerie par Enguerrand VII et manifeste peu d'intérêt pour les chartes urbaines. Dans l'ensemble, il s'agit d'un travail cohérent mais très peu affecté par les idées qui enflèvent l'époque.

Saint-Just acquéreur de biens nationaux : que Saint-Just se soit porté directement ou par personnes interposées acquéreur de biens nationaux peut paraître curieux mais beaucoup de ses contemporains l'ont fait comme lui dans un esprit patriotique, pour consolider financièrement la révolution. Il faut d'ailleurs noter qu'il s'agit d'acquisitions très modestes.

La question agraire chez Saint-Just dans ses rapports avec ses origines paternelles et la terre picarde : par ses origines paternelles, Saint-Just a une bonne connaissance des problèmes agraires et des relations difficiles entre seigneurs et paysans. Des notations relatives à ce sujet, éparées dans son œuvre, on peut tirer une ébauche de programme agraire : les vues de Saint-Just sont plus timides que celles de Babeuf ; il ne se prononce jamais en faveur du partage des terres, mais entend limiter la grande propriété. Pour réduire la misère de certains paysans et récompenser les bons serviteurs de la révolution, notamment les soldats, il veut leur distribuer les terres des contre-révolutionnaires. Il fixe l'étendue minimum de l'entreprise agricole à ± 32 ha — ce qui correspond à l'évaluation actuelle des Fédérations de jeunes agriculteurs — et l'étendue maximum à ± 126 ha. Pour lutter contre l'absentéisme des propriétaires, il force tout propriétaire à être laboureur jusqu'à 50 ans. Toutefois, il s'intéresse toujours aux laboureurs et aux fermiers, jamais aux journaliers ou aux manouvriers qui forment un vaste prolétariat rural. Toujours Saint-Just revendique l'égalité politique mais recule devant l'égalité économique qui ruinerait la société.

Saint-Just et l'éducation : Saint-Just participe à l'intérêt manifesté par ses contemporains pour l'éducation qui est à l'avant-plan des préoccupations révolutionnaires. Il prévoit une éducation stricte et sévère, très « programmée », combinant instruction, développement physique et formation professionnelle. D'une façon générale, ses vues sont très utopiques et très peu claires si on les compare par exemple au rapport de Lepeletier sur le sujet (Plan de Michel Lepeletier de Saint-Fargeau).

Les Révolutions de Paris de Prudhomme et Saint-Just : les *Révolutions de Paris* est un journal hebdomadaire qui a connu le plus fort tirage avant la création du *Père Duchesne* ; ce journal ignore ou critique systématiquement l'action de Saint-Just. Dommanget attribue les articles anonymes à Sylvain Maréchal.

Le gouvernement et les fonctionnaires selon Saint-Just : à l'époque de la révolution, la lutte anti-bureaucratique est à l'ordre du jour et trouve ses partisans : Varlet, Jacques Roux, Maréchal, Babeuf, Buonarroti. Saint-Just veut éviter que le

peuple souffre des abus de pouvoir des fonctionnaires ; lui-même a connu des tiraillements personnels entre la théorie et la pratique du pouvoir et on lui doit de nombreuses interventions contre des officiers pendant sa mission à l'armée du Rhin ou contre des hébertistes employés de la Commune de Paris. Citons deux maximes à méditer :

« Un peuple n'a qu'un ennemi dangereux, c'est son gouvernement. »

« Tous les arts ont produit leurs merveilles ; l'art de gouverner n'a produit que des monstres. »

Positions contraires de Saint-Just sur le plan économique : la meilleure source sur le sujet se trouve dans le discours sur les subsistances du 29 novembre 1792 ; Saint-Just insiste sur le rôle primordial de la monnaie et sur la nécessité de réduire le nombre des assignats. Encore une mesure timide à opposer à Jacques Roux qui, dans le *Manifeste des Enragés*, demande le châtiment des spéculateurs et dénonce la politique de non-intervention du gouvernement.

Des Conventionnels en général et de Saint-Just en particulier : ici, Dommanget s'inscrit en faux contre le jugement de Blanqui qui traitait les Conventionnels de « ramassis de médiocres » et de « consciences véreuses ».

Dans l'ensemble, ce recueil éclaire bien la personnalité complexe de Saint-Just et rejette toute interprétation du type hagiographique.

M.R.V.

LEFEBVRE, Georges, *Le Directoire*, dans Collection « U 2 », Paris, Armand Colin, 1971.

Professé en Sorbonne et publié sous forme dactylographique, le cours consacré par G. Lefebvre au Directoire a été condensé dans un volume édité en 1946 dans la Collection Armand Colin. Nous en trouvons ici une réimpression augmentée d'une synthèse bibliographique succincte. Les références auraient gagné en efficacité à être plus complètes et plus précises.

Le style vif, direct, rend très agréable à lire cette belle synthèse d'une des périodes les plus discutées de la Révolution française.

Des assemblées dont furent écartés la plupart des conventionnels, ouvertes aux

royalistes de tous tons comme aux républicains de toutes tendances émergent bon nombre d'hommes instruits et capables que nous retrouverons dans le personnel consulaire. La rhétorique y fait défaut au bénéfice de qualités plus constructives.

L'histoire du Directoire est une longue faillite de la tentative thermidorienne de rétablir sous une forme républicaine le régime électif et libéral que la bourgeoisie avait prétendu inaugurer en 1789. En fait, la République fut réduite à la dictature dont le 18 brumaire dissipe l'équivoque. Régime de demi-teintes, donc qui prétend jouer le jeu de la démocratie que l'on reprochait aux Jacobins de ne pas avoir respectée et appliquer une constitution que l'état de péril intérieur et extérieur donnait en arme aux ennemis de la République. Dans leurs excès, les Jacobins étaient plus honnêtes et plus réalistes.

R.V.S.

SIGMANN, Jean, 1848, *Les révolutions romantiques et démocratiques de l'Europe*, Paris, Calmann-Levy, Les Grandes vagues révolutionnaires, 1970, 368 pp, in-8°.

Cet ouvrage est une grande synthèse accessible à tous sur les événements de 1848 dans tous les pays d'Europe. L'analyse politique est toujours précédée d'une information précise sur la situation économique et sociale. La volonté d'explication amène l'auteur à présenter longuement l'Europe des années quarante. Il étudie ensuite les révolutions de 1848 et termine par une analyse de leur échec. Les révolutions de 1848 s'inscrivent dans le prolongement d'une crise économique et sociale qui est marquée par la pénurie des produits agricoles et le marasme de l'industrie. Mais, selon l'auteur, la situation économique et sociale n'explique pas tout. Les crises politiques ont leur dynamisme propre et ce n'est pas au plein moment de la crise économique et sociale que les mouvements politiques seront les plus violents ni non plus dans les pays les plus marqués par la crise. Les événements de 1848 sont très complexes et leur portée varie suivant les pays. Ils sont à la fois des révolutions bourgeoises (contre le régime féodal et seigneurial), nationales (surtout en Italie et en Europe centrale), démocratiques (revendication du suffrage universel, d'une constitution mo-

derne ou de la république) en même temps qu'apparaissent les premières revendications socialistes. Les couches sociales engagées dans les révolutions sont avant tout la moyenne et la petite bourgeoisie, les intellectuels et les artisans. On ne peut le plus souvent pas parler d'un important prolétariat ouvrier. Les artisans sont encore plus nombreux que les ouvriers d'industrie et le mouvement socialiste reste marginal. Les masses paysannes sont les plus nombreuses et leur influence se fera sentir lors des élections au suffrage universel. Celles-ci ont le plus souvent fait le jeu des modérés ou des conservateurs. Les révolutions de 1848 sont peu sanglantes et ont semblé pouvoir l'emporter facilement. Mais dès les élections d'avril 1848, l'aspect populaire de la révolution parisienne est battu en brèche. Dans la deuxième moitié de l'année 1848, le reflux commence pour aboutir à une débâcle dans la première moitié de 1849. Que reste-t-il en fin de compte de ces révolutions ? Si le mouvement nationaliste populaire a échoué en Italie et en Europe centrale, la démocratisation a laissé des traces dans la plupart des pays (suffrage, constitutions modernes ...) même si elles ont été vidées d'une partie de leur contenu. Sur le plan social, la paysannerie d'Europe centrale est libérée des charges seigneuriales. Ces révolutions annoncent tout à la fois les réalisations et les dangers des aspirations nationales en même temps qu'elles avancent des revendications démocratiques (qui ne seront réalisées que par après) ou sociales (droit au travail).

On le voit, l'ouvrage de M. Sigmann est particulièrement riche et il invite à la réflexion sur une époque de transition entre l'ancien régime et le XX^e siècle. Il intéressera les professeurs d'histoire soucieux d'une information précise et fondée sur les dernières recherches. Une riche bibliographie et des repères chronologiques complètent ce beau travail qu'il faut lire pour mieux comprendre l'histoire politique du XIX^e siècle.

J.P.D.

SURATTEAU, Jean-René, *L'idée nationale de la Révolution à nos jours*, dans la coll. « SUP », série « L'historien », Paris, P.U.F., 1972.

Le cheminement diffus, direct, sournois, martial, agressif, épisodique, constant, tout à la fois ne rend que plus méritoire la

tentative de l'auteur de cerner et de définir cette notion dont le régionalisme, cher à certains Européens occidentaux d'aujourd'hui n'est peut-être que la forme récente au minimum et le supra-nationalisme, la forme maximum. « Le mot de nationalité a fait plus de ravages que la poudre et les gaz. » Cette citation de René Johanet donne le ton, prolongeant l'avis de Henri Hauser : « C'est le type d'une fausse idée claire. » L'inventaire des éléments de base du principe des nationalités est bien près de lui donner raison, considérations juridiques, éléments naturels, tendances culturelles, moteurs économiques et sociaux, autant d'ingrédients dont la combinaison peut se nuancer à l'infini.

Les grands bouleversements à l'échelle régionale d'abord, à l'échelle continentale puis mondiale ensuite ont certes déterminé des prises de conscience d'intérêts communs. La Grande vague révolutionnaire semble au début du XIX^e siècle déclencher l'avalanche dans les pays soumis par les armées napoléoniennes. Libérée, la bourgeoisie devenue à son tour oppressive a perpétué le mouvement. Facteur d'unité et de rassemblement ici, ailleurs le mouvement provoque des ruptures et des démembrements, l'idée nationale poursuit son cheminement dans les continents extra-européens en prenant de nouveaux visages : la politique d'authenticité zaïroise par exemple, n'en est-elle pas une expression, au même titre que les formes d'expression révolutionnaires opposées à l'*american way of life*, ou la guerre patriotique menée par les Soviétiques contre l'adversaire nazi de 1941-1945, ou le sionisme israélien.

Une typologie utile bien apte à procurer sur une notion si souvent employée une vision relativisée que l'histoire plus que toute autre discipline peut développer.

R.V.S.

COLONISATION ET DECOLONISATION

MOSSE, Cl., *La colonisation dans l'anti-quité*, Paris, Nathan, coll. Fac., 1970.

Les éditions Nathan ont mis sur le marché une série d'ouvrages qui ne manqueront pas de retenir l'attention des enseignants du secondaire. L'auteur rappelle que le mouvement de colonisation antique avait déjà posé certains problèmes, notamment les rapports des colo-

nisateurs avec les indigènes, le statut des colons par rapport à la métropole, le contact des civilisations, les phénomènes d'acculturation, etc. Si la colonisation phénicienne, grecque et romaine présente des caractères communs, c'est dû essentiellement à l'unité géographique du monde méditerranéen mais aussi à la nature même de l'économie de ces pays ainsi qu'aux structures de ces sociétés. Les causes de ces actions colonisatrices semblent être essentiellement le besoin de terres nouvelles mais aussi la recherche du profit et le souci de la défense. Les sources littéraires et les documents officiels ne livrent souvent que des indications lacunaires. Il va sans dire que l'archéologie peut livrer et livre d'ailleurs de nombreux renseignements éclairant la colonisation du double point de vue des colonisés et des colonisateurs. Les Crétois, les Mycéniens et les Phéniciens constituent le premier groupe de colons, les Grecs et les Romains les ayant successivement remplacés. La colonisation antique se manifesta sous des formes variées : exploration, fondation de comptoirs, établissement de colonies militaires et de colonies de peuplement.

Une bibliographie sommaire mais récente, huit cartes et dix-sept documents photographiques font de cet ouvrage un volume qui trouvera sa place dans la bibliothèque des professeurs. Il serait aussi le bienvenu dans les classes lors de travaux de groupe.

P.B.

GRIMAL, H., *De l'Empire britannique au Commonwealth*, coll. « U 2 », Paris, Armand Colin, 1971.

L'Empire britannique a mis 300 ans à se constituer ; environ 30 ans à se dissoudre.

L'étude du « vieux système colonial » décrit l'émigration des XVII^e et XVIII^e siècles, la création des plantations d'Amérique et la pénétration dans les West Indies. Elle analyse surtout l'influence des milieux commerciaux sur les options politiques du gouvernement anglais. Les rapports entre la mère-patrie et les colonies de peuplement seront rapidement empreints de réalisme ; après la révolte des colons américains, le gouvernement anglais recourt à une politique pragmatique qui est influencée par les idées des « free-traders » qui « considéraient la posses-

sion de colonies comme dépourvue de tout intérêt pour le développement commercial de la métropole » et les idées des « politiques » qui, « au moyen de traités d'amitié ou de conventions commerciales signés avec des Etats plus faibles préparaient la voie à l'impérialisme futur... »

C'est vers 1860 que ce courant idéologique l'emporta ; l'impérialisme devint l'élément fondamental de la politique britannique ; combinant des notions mercantilistes et humanitaires, il reçut, vers 1890, l'appui de la majorité de l'opinion publique.

Les colonies de peuplement obtinrent le principe du self-gouvernement. Ce statut annonçait celui des dominions dont l'existence et les droits furent consacrés par le Statut de Westminster en 1931. Le gouvernement britannique ne tint aucun compte des demandes des peuples colonisés, l'Inde mise à part. A partir de 1945, de nouveaux courants idéologiques provoquèrent le processus de la décolonisation ; les unes après les autres, les colonies britanniques accédèrent à l'indépendance. Ainsi naquit un nouveau Commonwealth dont l'auteur étudie avec soin l'esprit et les chances de survie dans la perspective de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun.

Conçu comme un manuel, ce livre a le mérite de nous offrir après chaque partie, des éléments bibliographiques et en annexe un relevé des Etats membres du Commonwealth en 1970, ainsi que des cartes. Le texte est coupé de documents en langue originale.

Il constitue une excellente mise au point sur les grandes étapes de la formation de l'Empire britannique, mais nous retiendrons surtout son souci d'analyser les courants idéologiques et les rapports humains. Le Commonwealth est-il un mythe ou une réalité ? L'épreuve de l'intégration de la Grande-Bretagne dans le Marché commun démontrera peut-être demain si les liens qui unissent les pays du Commonwealth sont encore différents de ceux qui unissent entre elles beaucoup de nations.

M.R.

TOUSSAINT, Auguste, *Histoire de l'île Maurice*, coll. « Que sais-je ? », Paris, P.U.F., 1971.

« Acquérir une fortune considérable en un clin d'œil », tel semble être la marque

principale des entreprises coloniales. Cette réflexion du chevalier d'Entrecasteaux illustre le rôle joué par l'île Maurice dans l'histoire des entreprises coloniales aux Indes orientales. On lira avec intérêt la description du « Monde des îles » que se disputent les Portugais, les Hollandais, les Français, les Anglais enfin. Les querelles entre les Compagnies de commerce, la guerre de course, le rôle des neutres grands clients des îles, donnent au XVIII^e siècle son animation. Après 1815, l'avènement du sucre, l'abolition de l'esclavage, puis de l'« engagisme » qui s'y substituait, la multiplication d'épidémies meurtrières précédèrent un déclin qui, malgré un renouveau dû à la guerre mondiale, se poursuit dans cette île dont la population lit le plus vieux journal de langue française publié sans interruption depuis 1832, « Le Cernéen », sous un régime anglais.

R.V.S.

JACONO, Xavier, *Les étapes de la décolonisation française*, P.U.F., Que sais-je ?, Paris 1971, 128 p.

L'historien, entre 1930 et 1962, discerne les lézards, examine la situation et relate la crise mondiale, la guerre de 1939-1945. L'Union française, la communauté et l'indépendance de l'Algérie.

L'auteur remarque que sauf en Indochine, ce seront presque toujours les éléments de la bourgeoisie qui prennent l'initiative de l'opposition ; que le gouvernement français ne réussira pas à définir clairement une politique de décolonisation, ce qui provoque, dit-il, la tragédie.

J.D.

IMPERIALISME

GOUBERT, Pierre, *L'Avènement du Roi-Soleil*, coll. « Archives », Paris, Julliard, 1967.

Passé la décision de se priver de Premier ministre, passé l'arrestation de Fouquet, on est surpris des courtes vues politiques de Louis XIV, axé sur les querelles anciennes et les combinaisons de la diplomatie traditionnelle. Il y a plus de rodomontades en lui que de grands desseins politiques. La France riche de sève de la Fronde s'apprête à s'enkyster dans un système étouffant, roide et préten-

tieux. Derrière le faste, l'écho des rumeurs populaires. En bref, un Louis XIV bousculé, extrait du confort dans lequel le tiennent généralement les historiens traditionnels. Le rôle de l'historien n'est-il pas de chercher toujours, de chercher encore, de toujours remettre en question, même les choses les plus sacrées ?

R.V.S.

GOLLWITZER, *L'impérialisme de 1880 à 1918*, dans *Histoire illustrée de l'Europe*, t. 14, Paris, Flammarion, 1970.

La vision de l'histoire procurée par les auteurs étrangers à la France ne manque pas d'originalité. La notion d'impérialisme est ici traitée de l'intérieur, comme composante de la politique et de la vie des peuples européens, comme facteur constitutif de mentalité. La philosophie, la propagande, l'enseignement, l'art sont tour à tour examinés. L'iconographie est très belle, souvent renouvelée par l'apport de sources inconnues dans les pays de langue française. Une bibliographie méthodique sélective fournit des références de travaux anglais, allemands, souvent récents. Un ouvrage de référence qui trouvera sa place dans les bibliothèques de travail de nos classes renouvelées.

R.V.S.

TROTSKY, Léon, *Entre l'impérialisme et la révolution*, préface de N. Weinstock, Ed. La Taupe, Bruxelles 1969, 192 F.

Ce livre de Trotsky est écrit pour défendre la Russie révolutionnaire contre ces détracteurs sociaux-démocrates. Il représente un document historique ; de plus, certains passages conservent leur actualité.

Cette réédition en Belgique mérite d'être remarquée.

J.D.

ANTHROPOLOGIE

LEWIS, I.M., *History and social anthropology*, dans A.S.S. Monographs, Londres, New York, Tavistock publications, 1970.

Ce volume rassemble une série de conférences faites sous les auspices de l'Association of social anthropologists of the Commonwealth. Tel quel, cet ouvrage vise à explorer et à amplifier les liaisons

entre l'anthropologie et l'histoire, disciplines entre lesquelles continue chez nous à se dresser une barrière artificielle. Celle-ci est due du côté des anthropologues de l'école fonctionnaliste à une approche obstinément synchronique des problèmes. A cette vision conservatrice et conformiste s'oppose une méthode axée sur le changement et la réaction évolutive des forces sociales. Celle-ci est de nature à renforcer la vision ébauchée par les anthropologistes structuralistes et à réintroduire dans le circuit les historiens. L'histoire des pays sans écriture, celle des « pays neufs » dans leurs antécédents antecoloniaux atteste du bien-fondé de cette approche. L'application sous forme comparative à la compréhension des périodes anciennes de notre histoire traditionnelle des données de l'anthropologie, autorise une nouvelle lecture fort éclairante de celles-ci. L'histoire n'est-elle pas un dialogue sans fin entre le présent et le passé ? L'article de Keith Hopkins sur les modifications des structures à Rome de 200 à 31 av. J.-C., genèse d'une société bureaucratique historique en est un essai d'application très positif.

R.V.S.

LECLERC, Gérard, *Anthropologie et colonialisme, essai sur l'histoire de l'africanisme*, dans Collection « Anthropologie critique » dirigée par Alain Gheerbrant, Paris, Fayard, 1972.

L'exergue de cet ouvrage en donne le ton : « Avant de s'attaquer au corps des peuples, on s'attaque à leur âme. » L'anthropologie n'est pas une science neuve, encore que les événements du dernier quart de siècle l'aient aujourd'hui poussé au-devant de la scène. L'historien, féru d'objectivité, tout en exploitant les données précieuses fournies à ses recherches par l'enquête des anthropologues, a le devoir de s'interroger sur « l'objectivité scientifique » à laquelle prétend le discours de ceux-ci. L'anthropologie nouvelle ne peut dès lors se fonder que sur la critique, mais elle ne le sera durablement que si elle s'appuie aussi sur l'amour y compris le risque d'être dupe. Ce n'est pas sans raison qu'on peut établir une comparaison entre les sentiments des philosophes des Lumières à propos de la colonisation, principalement l'abbé Raynal, et l'anthropologie d'aujourd'hui : l'esprit est le même. Alors comme aujour-

d'hui, l'approche des cultures étrangères recommande d'éviter la pratique infériorisante qui caractérise la période coloniale du XIX^e siècle, avec l'anthropologie positiviste, ou du début du XX^e siècle, avec l'anthropologie classique.

L'évolutionnisme présente les civilisations non occidentales comme des survivances, des « ancêtres contemporains », dans la perspective d'un aboutissement qui ne peut être que nécessairement la civilisation occidentale, sommet de l'évolution. C'est évidemment un écueil dont doivent aujourd'hui se méfier les enseignants qui, au niveau du secondaire, utilisent aujourd'hui les données de l'anthropologie culturelle pour aider à une approche d'autrui. Ce serait verser dans de nouveaux stéréotypes bien à l'encontre du but poursuivi.

La politique de l'assimilationnisme repose sur cette notion d'évolution pour qui la société la plus avancée ne voit chez les autres que superstition dans la religion, coutume dans le droit, folklore dans l'art. L'anthropologie « de terrain », malgré Durkheim ou Saussure, ne servira que les intérêts d'une administration coloniale « éclairée », soucieuse d'utiliser les particularités pour mener à bien son projet d'acculturation.

L'anthropologie fonctionnaliste par réaction contre l'évolutionnisme axé sur l'histoire en arrive à considérer celle-ci comme inutile et même nocive. Chaque culture doit être étudiée pour elle-même, s'il y a « survivance », celle-ci a acquis dans le contexte une « fonction » nouvelle qui lui enlève son caractère historique. Peut-on reprocher cette attitude à une science qui désire se distinguer dans l'ensemble dont elle fait partie. Il y a d'autres exemples où l'histoire a été condamnée de la sorte : géographie humaine, sociologie, mais ne sont-ce pas là faux problèmes dès l'instant où l'histoire s'avère science du vivant ?

Après les théories « décolonisantes » de l'anthropologie culturelle américaine axée sur l'*arc culturel*, selon lesquelles, chaque société se développe en raison de ses choix propres, sans relation avec les préoccupations des autres sociétés, on assiste aujourd'hui au retour d'un nouvel évolutionnisme. Après le « fonctionnalisme » aliénant, après le « culturalisme » ou « relativisme » désaliénant, nous voici en présence d'un néo-évolutionnisme soulignant l'importance du modèle, qu'il soit

capitaliste ou socialiste, mais moderne pour toutes les sociétés en voie de développement. Parallèlement se développe dans les pays anciennement colonisés une anthropologie instrumentaliste ou utilitariste qui n'est pas sans analogie avec certaines formes d'histoire nationaliste : « Il s'agit pour le tiers monde de recommencer une histoire de l'homme », là où l'Europe coloniale et colonialiste l'a abandonnée.

Un livre qui fera réfléchir sur des problèmes humains et auquel aucun éducateur ne peut rester étranger dans un monde où l'unité ne peut naître que du respect de la diversité.

R.V.S.

PEDAGOGIE

PAUL DIEL, *Les principes de l'éducation et de la rééducation*, Neuchâtel (Suisse), Delachaux et Niestlé, « Actualités pédagogiques et psychologiques », 1969, 248 p.

Pour Paul Diel, le désarroi de la jeunesse contemporaine serait dû en dernier ressort à « la décomposition des valeurs », et non pas tellement aux conditions sociales et économiques.

Les valeurs dont il parle sont immanentes au développement biogénétique de l'homme. Elles tendent normalement vers l'harmonie.

Déterminer les valeurs « valables », les valeurs-guides, d'un développement harmonieux permettrait à l'éducation d'agir plus efficacement, d'éviter les erreurs qui peuvent mener le jeune adolescent à la délinquance.

Une partie de l'ouvrage est consacrée à cette détermination. La place nous manque pour rendre compte en détail de l'argumentation de l'auteur. En bref, Paul Diel essaye de prouver que ces valeurs-guides sont les motifs intimes du comportement. Au cours de son histoire, le sujet peut s'être créé, sur le plan imaginaire, des motifs intimes faux, non en concordance avec des valeurs valables. Ces motifs faux déterminent son comportement actuel, qui en devient « asocial », perturbateur. Si les motifs faux l'emportent, c'est parce que le sujet n'a pu faire un choix valable. L'incapacité d'effectuer un choix valable est due à l'absence de valeurs-guides valables.

Paul Diel en arrive à envisager l'action éducative et rééducative. Sa conception s'oppose à celle de Freud et de son école. Il essaie d'agir sur la situation actuelle vécue par le sujet. Une jeune fille a des difficultés dans ses relations sociales avec d'autres jeunes, le thérapeute, au cours d'entretiens, essaie d'explicitier les raisons qu'elle a d'éprouver ces difficultés. Il essaie de l'amener à agir autrement, à aller là où elle aurait l'occasion de rencontrer d'autres jeunes, d'affronter réellement la difficulté et non pas de la fuir sous de faux prétextes. Freud et son école psychanalytique auraient essayé de faire resurgir dans le conscient les situations traumatisantes passées, ce qui, généralement, prend beaucoup plus de temps et coûte plus cher.

L'intérêt de cet ouvrage est d'autant plus grand qu'il va à contre-courant des idées à la mode tant en ce qui concerne la psychanalyse que la non-directivité. Le choc qu'il nous procure est salutaire à la réflexion !

L.G.

DE COSTER Sylvain, HOTYAT Fernand, *La sociologie de l'Education*, dans *Collection des sciences pédagogiques et de sociologie de l'Education*, Bruxelles, Editions de l'Institut de sociologie, Université libre de Bruxelles, 1970.

En ce temps de mutation des conceptions fondamentales de l'enseignement, il est nécessaire que, sans fausse honte, tout enseignement conscient et responsable, s'informe des données les plus récentes de la sociologie en matière d'éducation. D'une manière simple, claire, avec un minimum de jargon et d'aspect technique, l'ouvrage ci-dessus fournit ces renseignements. Il traite notamment de l'influence de la société sur l'éducation, de l'influence de l'école, des fonctions de l'éducation dans le domaine social, de l'éducation par rapport aux milieux sociaux, de la sociologie des groupes restreints, des facteurs de l'inadaptation, et de bien d'autres choses. Des notes bibliographiques très complètes renvoient le lecteur à des ouvrages dont l'origine étrangère explique trop souvent l'ignorance où sont nos maîtres des solutions à donner à des difficultés faciles à éliminer pour autant qu'on veuille en prendre conscience. Voici un excellent instrument de cette prise de conscience !

R.V.S.

DEFORGE, Yves, *L'éducation technologique*, dans coll. « E3, Enfance, Education, Enseignement », Paris-Tournai, Casterman, 1970 (174 p.)

« L'objet technique est le point de concours de plusieurs disciplines exigeant chacune des approches différentes. Liberté de l'imagination créatrice lors de la recherche de solutions, rigueur de l'esprit scientifique lors de l'étude expérimentale, esprit critique lors de l'examen des produits de l'industrie, esprit de synthèse lors de la construction dessinée, esprit de méthode lors des démontages et remontages d'organes, abstraction raisonnée de la schématisation. » Voilà bien une matière à la dimension des buts de l'enseignement rénové. Il ne s'agit pas ici, comme c'était le cas dans l'enseignement technique traditionnel, de développer « un esprit de production », mais d'appréhender la matière et d'aborder, par voie expérimentale, la méthodologie de sa transformation avec une « attitude de physicien ». Plus que jamais, l'homme doit être disponible dans le monde en mutation qui s'annonce. A l'intention des historiens, soulignons que l'application de la pensée pédagogique à l'objet technique ne date pas d'aujourd'hui. Le XVIII^e siècle est très sensible à cet aspect de l'éducation.

Les problèmes techniques et les objets d'études présentés dans cet ouvrage devraient selon l'auteur déboucher sur une éducation technologique rapprochée des sciences naturelles ou de l'histoire, ou encore, dans le sens de la création, des mathématiques, des sciences physiques, de la construction grammaticale française et latine. Il propose des thèmes dont l'historien saisira la valeur en relation avec ceux de la formation historique dans l'enseignement rénové : l'homme prolonge son geste, l'homme se protège, l'homme communique, l'homme mesure le temps et l'espace, l'homme agit sur la matière, etc.

De belles perspectives de collaboration fructueuse.

R.V.S.

DE BUYST, Ch., JOOS, J., *L'enfant et l'adolescent voleurs*, Dessart, Coll. psychologie et sciences humaines, Bruxelles, 1971, 306 F.

Les auteurs étudient le problème du vol comme des actes normaux, car ils les abordent à partir de la problématique

dans laquelle se trouvent engagés l'enfant et l'adolescent normaux. Après avoir fait un rappel des données de la psychologie de l'enfant, ils étudient le drame interne des petits voleurs, le vol névrotique, le passage à un style de vie délinquant, le vol pathologique, etc.

Il est important pour les parents et les éducateurs de comprendre les mécanismes et de réaliser que l'attitude à avoir face au vol varie considérablement selon le type de vol. Chaque cas doit faire l'objet d'une observation particulière, où interviennent le psychologue et le médecin.

Ce livre paraît à un moment où les vols accomplis par les enfants et les adolescents augmentent de jour en jour.

Tout ceux qui sont préoccupés par ce problème devraient pouvoir lire cet ouvrage.

J.D.

DESROCHES Henri, *Apprentissage en sciences sociales et éducation permanente*, Paris, Les Editions ouvrières, 1971.

Le titre est ambigu. Il couvre en réalité une initiation aux techniques de travail utiles en vue de la rédaction d'un mémoire, ici baptisé *projet* selon un usage anglo-saxon. L'ouvrage s'adresse tant à des étudiants du niveau supérieur qu'à des adultes préoccupés de recyclage et d'éducation permanente.

Il s'agit de notes de cours. Débarrassées d'un certain verbalisme, elles fournissent des indications sur le choix du sujet, sur la documentation, sur l'exploitation de celle-ci, sur la rédaction et la présentation.

Des annexes éclairent sur la manière d'établir une fiche, de formuler une référence, ainsi que sur la bibliographie de base relative aux sciences sociales. Exclusivement de langue française, les ouvrages sont parfois cités de manière incorrecte.

Dans l'ensemble, la lecture de ces pages doit être profitable en ce qu'elle résume l'expérience d'un aîné acquise au prix de maints essais et erreurs. Elle peut aider à économiser un temps toujours précieux dans un domaine aussi vaste, complexe et lourd à mouvoir que les sciences sociales dans leur ensemble.

R.V.S.

DIVERS

MASSIAN, M. et FOLLET, R., *Les Grecs*, éditions Dupuis, Marcinelle, Charleroi, Paris, Montréal, Bruxelles, Sittard, 1971.

Un professeur d'histoire, Michel Massian, et un dessinateur ont écrit et dessiné cet excellent livre de bibliothèque scolaire parfaitement adapté aux jeunes gens de 14 à 16 ans.

L'auteur raconte l'histoire de la Grèce des Achéens à Alexandre le Grand. Les trois premiers chapitres étoffent une fiction dans laquelle le héros, le vieil esclave pédagogue Téléphon, conduit Phidonide, le fils de son maître, à l'école. Ce récit sert de prétexte à la description d'Athènes, de ses bas quartiers, à des rêveries sur l'éducation reçue, les légendes grecques, la piété, le culte familial, les religions à mystère, les jeux olympiques, la pythie de Delphes, le temple grec, à des discussions sur la politique d'Athènes, sur la formation de la ligue de Délos et les autres événements contemporains de l'année 472 av. J.-C. pendant laquelle cette fiction est supposée se passer.

Dans les deux derniers chapitres, M. Massian reprend l'histoire grecque à ses origines et ses récits évoquent la civilisation crétoise, les Achéens, la guerre de Troie, les invasions doriennes, la civilisation ionienne, les poèmes homériques, l'évolution des cités grecques de la royauté vers l'oligarchie des Eupatrides, de l'aristocratie vers la ploutocratie, la tyrannie, le conservatisme aristocratique des Spartilles, première ébauche du fascisme et l'évolution d'Athènes vers la démocratie et vers l'impérialisme. L'auteur raccroche ici la fiction des premiers chapitres : le petit garçon que Téléphon conduisait à l'école est devenu adulte, il s'est marié, il a connu l'âge d'or d'Athènes, il participe aux délibérations de l'ecclésiastion et aux guerres contre Sparte pendant que Périclès embellit Athènes avec l'argent de la ligue de Délos. La fin de sa fiction, M. Massian l'emprunte aux « nuées » d'Aristophane, en faisant de Streptiadès et de Phidippide le fils et le petit-fils de Phidonide, avec comme toile de fond les sophistes, Socrate, les Trente Tyrans, Xénophon, la retraite des dix mille, Démosthène, Philippe et Alexandre.

Les illustrations de R. Follet sont réalistes et somptueuses et les costumes d'une rigoureuse authenticité. Les personnages vivent et grouillent en de puissantes évocations dont on regrettera cependant les couleurs criardes, le satanisme et peut-être un soupçon de vulgarité.

R.R.

VANBERGEN, Pierre, *Aspects de la littérature française contemporaine*, Editions Labor-Nathan, Collection Problèmes, 1972, 188 p.

En parcourant cinquante années de littérature française, Pierre Vanbergen n'a pas voulu brosser un tableau complet, mais orienter son étude sur l'interdépendance de la vie et de la littérature, de la société et des œuvres qui en sont issues, des courants littéraires et des idées de l'homme contemporain. Si l'on admet que le roman, le théâtre et la poésie sont à la fois un reflet et une construction, le livre de Pierre Vanbergen projette une lumière souvent précieuse, parfois nouvelle, mais toujours attachante sur les œuvres contemporaines.

Son propos n'est pas de tout dire, mais de sélectionner, non en fonction de la seule valeur de l'écrivain, mais surtout de son empreinte sur la société. Le chapitre consacré au théâtre — les autres le sont à la poésie et au roman — montre cette recherche du cheminement des idées : du Théâtre Libre à Arrabal, la route passe par Dullin, Vilar, Artaud, J. Beck. En fin de volume, un large choix bibliographique permet au chercheur d'entreprendre des fouilles critiques personnelles. Il est clair, dès lors, que cet ouvrage sera utilement conseillé par tous les professeurs de français à leurs étudiants : sa brièveté et sa limpidité en font un outil d'autant meilleur qu'il est peu conformiste et qu'il couvre une période trop souvent sacrifiée dans le cadre scolaire.

R.D.

VAN HOUT, G., *Mathématique moderne, langage du futur*, Louvain, Paris, Nauwelaerts, 1970, prix 260 FB.

Notre qualité de professeur d'histoire nous rend totalement inapte à juger le fond du problème : la ou les mathémati-

ques. Nous avons cependant tenu à signaler l'ouvrage. Il est, en effet, fort peu courant de voir un ouvrage de mathématiques et se baser sur des faits historiques et se baser sur des documents artistiques ou historiques, qui les éclairent d'un jour nouveau. Cette méthode esquisse une collaboration qui pourrait être très riche et très fructueuse entre deux disciplines pivots. Le « rénové » pourrait peut-être permettre des contacts que d'aucuns auraient considérés, jadis, contre nature.

P.B.

BACKMANN, R., ANGELI, C., *Les polices de la nouvelle société*, F.M., Petite collection Maspéro, Paris 1971, 130 p.

Ce livre se donne pour but de révéler ce que vaut la police, ce qu'elle est, ce qu'elle sait faire, ce que l'on veut faire d'elle et aussi ce que ses chefs veulent parfois.

Il est constitué d'informations, de révélations et de résultats de quelques enquêtes.

L'ouvrage se termine par : « ce qu'il faut savoir ». Livre combatif engagé dans une lutte pour certaines libertés.

J.D.

DE TOLLENARE, L.-F., *Notes dominicales prises pendant un voyage en Portugal et au Brésil, en 1816, 1817 et 1818*, 2 vol., dans Publications du centre culturel portugais, Paris, P.U.F., 1971.

Léon Bourdon, professeur honoraire à la Sorbonne, publie ici un manuscrit oublié de la Bibliothèque Sainte-Geneviève. Il émane d'un Nantais d'origine flamande, courtier en coton lors d'un voyage au Brésil. Ses notes représentent une précieuse source sur les conditions de vie sociale, économique et politique tant au Portugal qu'au Brésil au lendemain de la restauration en Europe et en pleine révolution d'indépendance outre-Atlantique. Folkloristes, ethnographes, historiens en feront leur profit de même que le simple lecteur de récits de voyage. La description des déplacements portugais de Porto à Lisbonne, le séjour dans cette ville relèvent presque d'un guide touristique actuel tant la vie évolue peu dans ce loin-

tain pays. On notera les fraudes qui se pratiquent à Porto, la manière de construire les vaisseaux, identique de nos jours pour les petits bâtiments.

Des indications précieuses sont données sur le bas niveau intellectuel des équipages, le coût de leur salaire, les conditions de la navigation, le caractère relatif du sentiment religieux, l'état de chirurgien de navire. Le prestige de l'or et du savoir fait impression. Cela peut expliquer le mystère dont les officiers entourent l'établissement de leur itinéraire, leur seul élément de prestige malgré l'excès de leur fierté nationale. Des considérations philanthropiques sur l'esclavage et quelques autres bavardages illustrent la monotonie d'un voyage sans histoire.

R.V.S.

VANBERGEN, Pierre, *Ethique et condition humaine*, dans coll. « Problèmes », Paris, Nathan, Bruxelles, Labor, 1971.

« Vivre, c'est agir ; être libre, c'est avoir une action sur soi et sur les cho-

ses... L'homme n'est pas un être libre, mais *un être qui se libère* des pulsions intérieures et des contraintes extérieures. »

Ces deux phrases marquent d'un sceau profond l'existence de l'auteur et son œuvre éducative. Elles se résument bien à travers les pages de ce petit livre où se définit une nouvelle image de l'homme, s'analysent les relations entre la morale, la science, la religion, la raison.

La liberté est dure à assumer dans la mesure où elle est synonyme de responsabilité. La règle morale peut devenir un remarquable moyen de libération si elle s'inscrit dans une stratégie du déploiement, un engagement dans la recherche. Appliqués à la pédagogie, ces principes ne sont-ils point ceux de l'enseignement « rénové » ? A lire donc, et à méditer par les maîtres de celui-ci !

R.V.S.